

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 06 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TISSUS D AVESNIERES

203 QUAI PAUL BOUDET
53000 LAVAL

Références : 2024-225_TISSUS D'AVESNIERES_INSP_RAP
Code AIOT : 0006307128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement TISSUS D AVESNIERES implanté 203 QUAI PAUL BOUDET 53000 LAVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 21/05/2024 se place dans le cadre des actions nationales prioritaires 2024, à savoir:

- Action de sobriété hydrique via la réduction de la consommation en eau de manière pérenne et ponctuelle en cas de sécheresse;
- Action sur les PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TISSUS D AVESNIERES
- 203 QUAI PAUL BOUDET 53000 LAVAL
- Code AIOT : 0006307128
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Tissus d'Avesnieres est autorisé (régime de l'autorisation pour la rubrique 2330), par arrêté préfectoral du 14 décembre 2015 à exploiter des installations de traitement de tissus pour une production journalière maximale de 2,15 t/jour.

Les activités présentes sur le site sont les suivantes : préparation, teinture, imprimerie des tissus. Les articles concernés sont : tissus d'ameublement, linge de table et textiles pour la maroquinerie. Les produits de base utilisés sont : colorant en phase aqueuse, épaississant, liant

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
7	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 4.3.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Collecte et traitement des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 4.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 7.4.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 1.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 21 mai 2024 a mis en évidence les constats suivants:

- Non respect des dispositions prévues dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure;
- Non respect d'une disposition relative à l'élaboration d'un plan d'action lié à la gestion des installations en cas de sécheresse, prévue dans l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2015. Ce point, déjà signalé lors de la précédente inspection du 20 juin 2021, fait l'objet d'une proposition de mise en demeure;
- Non respect d'une disposition relative aux règles de gestion des stockages en rétention, prévue dans l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2015. Ce point fait l'objet d'une demande d'action corrective;
- Non respect d'une disposition relative au stockage sur lieux d'emploi, prévue dans l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2015. Ce point fait l'objet d'une demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Dans le cadre de sa recherche de substances PFAS, l'exploitant a sollicité ses quatre fournisseurs de produits chimiques : <ul style="list-style-type: none">- Archroma,- CHT,- Aquitex,- Tanatex.

La société Archroma a renseigné la présence de PFAS dans le produit "PHOBOTEX RSH" sans préciser le nom du PFAS concerné. Ce dernier n'apparaît pas dans la FDS du produit en question. Les autres fournisseurs ont indiqué la présence de PFAS dans certains produits, pour des concentrations inférieures à 10 ppm, sans apporter davantage de précisions. L'exploitant n'a pas sollicité ses fournisseurs de textiles afin de savoir si certains procédés de préparation de ces produits (ex: encollage) peuvent nécessiter l'utilisation de produits contenant des PFAS. Concernant l'usage du PHOBOTEX RSH qui est une résine fluorée utilisée pour le traitement anti tâches des textiles (utilisation dans 20% de la production), un produit de substitution sans PFAS, sera mise en oeuvre prochainement (PHOBOTEX RSX).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de solliciter à nouveau ces fournisseurs afin d'avoir des informations précises et de nommer les PFAS présents dans les différents produits chimiques, même à faible concentration, afin de pouvoir identifier l'origine éventuelle de ces derniers dans les résultats d'analyses.

L'exploitant devra ainsi fournir à l'inspection ces différents échanges avec les fournisseurs ainsi que les FDS des produits concernés par la présence de substances PFAS.

L'exploitant devra également solliciter ses fournisseurs de textile et transmettre les éléments de réponses apportés par ces derniers, quant à l'utilisation de produits avec PFAS dans leurs procédés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'établissement est concerné, au titre des installations classées soumises à autorisation, par la rubrique 2330 de la nomenclature des ICPE. L'arrêté ministériel PFAS du 20/06/2023 prévoit pour ce type d'installation, trois campagnes consécutives de prélèvements et d'analyses prenant fin en

décembre 2023. Au jour de la visite d'inspection, lesdites campagnes n'ont pas été réalisées par l'exploitant. Un devis prévoit la première campagne le 25/06/2024, ce qui conduirait à une fin de l'exercice en septembre 2024 (à l'issue de l'envoi des résultats de la 3e campagne d'analyses par le laboratoire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées, le devis signé et les dates retenues pour la réalisation des trois campagnes de prélèvements et d'analyses des PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'exploitant indique que le prélèvement dans les rejets aqueux en sortie de bassin de traitement des eaux résiduaires sera effectué par le LDA 53. Ce laboratoire, accrédité pour les prélèvements dans les eaux résiduaires, ne l'est pas pour l'analyse des substances PFAS.

Ce laboratoire transmet déjà des prélèvements, dans le cadre du suivi des VLE classiques pour les rejets d'eaux résiduaires, à Inovalys Angers (notamment pour analyses hydrocarbures) qui est accrédité pour les analyses de substances PFAS. L'exploitant n'a pas la certitude que ces prélèvements seront transmis par LDA 53 à Inovalys pour analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir un justificatif, notamment via le devis signé avec LDA 53, que les prélèvements seront effectués par ce dernier mais que les analyses seront réalisées par un laboratoire accrédité comme Inovalys Angers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements n'ont pas été effectués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées, à l'issue de la première campagne, les résultats d'analyses transmis par le laboratoire qui indiqueront les conditions de prélèvement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les mesures n'ont pas été réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées, à l'issue de la première campagne, les résultats d'analyses transmis par le laboratoire qui indiqueront les quantifications pour chaque substance PFAS mesurée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée :
L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :
Étant donné que les campagnes n'ont pas été réalisées, les résultats n'ont pas été transmis conformément aux délais fixés par l'arrêté ministériel PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra télédéclarer, via GIDAF, à l'issue de chaque campagne de mesure, les résultats des analyses transmis par le laboratoire accrédité. De fait les télédéclarations seront réalisées à l'issue de chaque campagne (C1 à C3), la première étant réalisée fin juin :
télédéclaration C1: avant fin juillet, télédéclaration C2: avant fin août, télédéclaration C3: avant fin septembre. Ces déclarations permettront de finaliser la mise en conformité attendue quant à la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 4.3.6
Thème(s) : Autre, sécheresse

Prescription contrôlée : Plan d'action pour limiter la consommation d'eau en cas de sécheresse
Constats : L'exploitant a évoqué la mise en place d'actions visant à économiser sa consommation en eau via: - la pose de compteurs d'eau sur les machines de production les plus consommatrices, - l'étude du remplacement de la laveuse industrielle; - l'étude de la réutilisation de certaines eaux de process. Ces éléments répondent aux prescriptions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral sur les aspects liés à l'économie d'eau. En ce qui concerne les dispositions liées à l'article 4.3.6, l'exploitant n'a pas mis en place de plan d'actions pour limiter sa consommation d'eau en cas de sécheresse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées, un plan d'actions, qui pourra être complémentaire aux éléments qui lui sont demandés dans l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, sécheresse
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2
Constats : Entre 2018 et 2023, l'établissement a informé l'inspection des installations classées, via ses

différentes déclarations, de la réduction de ses prélèvements d'eau, de plus de 20% avec 18364m3 en 2018 et 14124m3 en 2023. Ces prélèvements sont issus, à 79% de l'eau souterraine (forage), et 21% de l'eau de ville. Ces prélèvements sont relevés chaque jour via les compteurs présents sur les installations de pompages et enregistrés numériquement. L'installation de pompage des eaux de surface (Mayenne) n'est plus employée et a été démontée.

Bien que l'article 2 de l'arrêté ministériel sécheresse ne soit pas applicable actuellement, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments mentionnés du 1° au 6° de l'article 4 de l'arrêté ministériel sécheresse. Ces derniers n'ont pas été présentés lors de la visite d'inspection.

L'inspection des installations classées a informé l'exploitant que certaines données relatives à leur forage (>10 mètres), pour le prélèvement d'eaux souterraines, peuvent être consultées sur le site du BRGM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre les éléments demandés aux points 1 à 6 de l'article 4. Ils pourront être associés au plan d'actions sur la limitation de la consommation en eau en période de sécheresse comprenant notamment la procédure de sensibilisation accrue au personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Collecte et traitement des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 4.3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, effluents industriels

Prescription contrôlée :

Le débit de rejet est mesuré en continu à l'aide d'un débitmètre enregistreur

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la non installation d'un débitmètre enregistreur en raison d'un coût trop élevé du matériel.

Afin de pallier à cela, l'exploitant a mis en place une procédure afin de relever, de manière journalière, sur le débitmètre présent (Krone), l'évolution du volume d'eaux résiduaire rejetées par l'établissement. Ces informations sont renseignées dans un fichier numérique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, les données enregistrées sous format numérique concernant les relevés journaliers des prélèvements des différents pompages ainsi que du rejet des eaux résiduaire issues du bassin de traitement.

L'exploitant transmettra également le justificatif d'étalonnage du compteur Krone en date d'août 2022 ainsi que le devis concernant le nouvel étalonnage prévu d'ici fin 2024.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 10 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 1.2.5
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins 3 mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité.</p> <p>Ces mesures comportent notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site; - les interdictions ou les limitations d'accès au site; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fait connaître son intention de solliciter un déclassement de son activité de teinturerie et d'impression sous le régime de la Déclaration. Cette activité relève actuellement du régime de l'Autorisation avec une capacité de traitement de 2,5 t/j. L'exploitant déclare que ce niveau de traitement n'a jamais été atteint et ne le sera pas à moyen ou long terme. Selon l'exploitant, la capacité actuelle de traitement des installations de teinturerie et d'impression serait inférieure à 1 t/j tout en étant supérieure à 50 kg/j.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, l'exploitant est invité à déclarer, auprès de Madame la Préfète de la Mayenne, sa situation administrative actualisée au vu des orientations de ses objectifs de production qui sont nettement moins élevés que ceux déterminés dans sa demande initiale de 2014/2015 et qui ont donné lieu au classement sous autorisation de l'installation par l'arrêté préfectoral du 14/12/2015.</p> <p>En application des dispositions définies à l'alinéa II de l'article R. 512-75-1 du Code de l'Environnement, les obligations en matière de cessation d'activité restent celles définies par les articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement.</p> <p>Ensuite, en raison de l'absence de libération des terrains suite à ce possible déclassement des activités de teinturerie et d'impression, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, <u>l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. Un exposé des justifications associées à cette demande est transmis trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif.</u> Suite à cette transmission, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à Madame la Préfète de la Mayenne arrêtant <i>a minima</i> le nouveau régime des installations, les règles de procédures qui resteront celles de l'Autorisation, les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et le report de la réhabilitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence de stockage de produits chimiques sur des aires dédiées au lavage de matériel (ex: cadres ou cylindres) dans le bâtiment 2. Ces aires, reliées au bassin de traitement des eaux résiduaires du site ne sont pas des rétentions pour les produits chimiques et ne doivent pas être considérées comme telles par le personnel. De même les gouttières de récupération des eaux de la laveuse du bâtiment 1 ne peuvent pas être considérées comme des rétentions pour les produits chimiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de son plan d'action visant au placement sur rétention de l'ensemble des produits chimiques du site ainsi que de la diffusion d'une information (affichage, réunion, sensibilisation) auprès de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage sur les lieux d'emploi
Prescription contrôlée : La quantité de matières premières, produits intermédiaires et produits finis, répertoriés comme substances ou préparation dangereuses stockées et utilisées dans les ateliers est limitée au minimum technique permettant le fonctionnement normal de ces derniers. Les produits chimiques, inflammables sont stockés dans un local dédié au bâtiment 3.
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une aire de stockage de produits chimiques inflammables au milieu des ateliers, dans le bâtiment 2. La présence de tels produits dans les ateliers doit être limitée au fonctionnement normal de

l'installation. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral identifie le bâtiment 3 comme lieu de stockage des produits chimiques, notamment inflammables.

L'exploitant a également exprimé son projet d'installation d'une armoire, sur rétention (type conteneur), pour le stockage des produits chimiques de l'établissement. Cette armoire serait localisée en extérieur.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les modifications des conditions de stockage des produits chimiques devront être portées à la connaissance de l'autorité administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de son plan d'action visant au transfert de ces produits chimiques inflammables dans le bâtiment 3, et de la diffusion d'un rappel d'information sur les règles d'utilisation de ces produits dans les ateliers auprès de son personnel (sensibilisation, réunion, affichage).

En cas de changement de stratégie de stockage des liquides inflammables par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral (basculement du bâtiment 3 vers un local dédié), l'exploitant devra monter un dossier de porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

